



France/Maghreb : une relation tumultueuse

Par **Denis Bauchard**, conseiller pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient à l'Institut français de relations internationales (IFRI), ancien ambassadeur en Jordanie (1989-1993) et au Canada (1998-2001), directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères (1993-1996) et président de l'Institut du monde arabe (2002-2004).

Photo ci-dessus : Le 27 août 2022, le président Emmanuel Macron est reçu à Alger par son homologue algérien, Abdelmajid Tebboune, pour une visite officielle et d'amitié de trois jours. Ce déplacement visait notamment à donner un nouveau souffle au partenariat économique et commercial qui n'a pas tenu l'ensemble de ses promesses suite à la précédente visite du président français en 2017 : un seul projet sur les onze accords signés a vu le jour. Si une visite du président algérien en France est prévue en septembre/octobre 2024, de nombreux reports ont déjà été enregistrés depuis 2022. (© AFP/Ludovic Marin)

Les relations avec le Maghreb, anciennes et marquées du sceau de la colonisation, restent difficiles alors qu'il s'agit pour la France d'une région prioritaire pour sa politique étrangère, où elle continue d'avoir une place majeure dans les domaines politique, économique et culturel, même si celle-ci est en déclin relatif. Le ministère des Affaires étrangères envoie des diplomates confirmés dans ces pays, dont la diaspora installée en France reste très proche. La relation se complique dès lors que le Maroc, l'Algérie et dans une moindre mesure la Tunisie, entrent en conflit. L'objectif de notre politique est d'avoir des relations étroites et confiantes avec ces trois pays, d'où la pression migratoire est forte. La question des visas demeure d'ailleurs un dossier très sensible, comme l'ont montré les vives réactions à la décision française prise en septembre 2021 d'en réduire le nombre de 50 %.

Des relations devenues difficiles avec Rabat

La relation avec le Maroc a longtemps été excellente, voire incestueuse. Deuxième partenaire commercial et premier investisseur, la France a une politique active dans le domaine culturel — 48 000 élèves dans des établissements scolaires français —, comme en matière de coopération antiterroriste. Les rapports qui se tiédissent avec le président Sarkozy se sont transformés en situation de crise, d'abord avec François Hollande

puis avec Emmanuel Macron, par l'accumulation d'événements ou de décisions mal vécus par les autorités marocaines, même si leur responsabilité était engagée : convocation par un juge français du responsable des services de renseignement marocains, utilisation en France par le Maroc du logiciel israélien Pegasus, accusations de filières de corruption, politique française jugée trop ambiguë sur le Sahara occidental depuis la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur ce territoire par l'Espagne et les États-Unis, absence d'alchimie personnelle entre le roi du Maroc et les présidents français. En outre, la volonté affichée du président Macron de se réconcilier avec l'Algérie ne pouvait qu'indisposer un Maroc en plein affrontement avec son voisin. La tension est arrivée à un point tel que l'ambassadeur de France se voyait refuser tout contact avec les ministres ou les membres du Maghzen (1). La prise de conscience des conséquences dommageables de part et d'autre, l'influence d'une diaspora marocaine attachée à ses racines et à la personne du Roi, ont permis au moins d'apaiser le jeu, sinon de résoudre tous les contentieux.

Les contacts pris récemment pour résoudre la crise entre le nouveau ministre des Affaires étrangères français, Stéphane Séjourné, et son homologue marocain, ont été considérés comme positifs de part et d'autre, mais de nombreux problèmes restent en suspens, dont la question très sensible du Sahara occidental. Il est néanmoins peu probable que du côté français on donne pleinement satisfaction à Rabat. Reconnaître la

Les relations avec le Maghreb, anciennes et marquées du sceau de la colonisation, restent difficiles alors qu'il s'agit pour la France d'une région prioritaire pour sa politique étrangère.

souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, comme Rabat le souhaite, pourrait compromettre toute chance de réconciliation avec Alger. La seule annonce que les entreprises françaises pourraient y investir a déjà provoqué un premier avertissement du côté algérien.

France/Algérie : le poids de l'Histoire

Cette réconciliation est un grand dessein du président Macron, manifestée dès sa campagne électorale de 2017. Cet objectif, recherché déjà par Jacques Chirac avec un Bouteflika malade, n'avait pu aboutir pour de nombreuses raisons, y compris de politique intérieure dans les deux pays. Les difficultés demeuraient. Des gestes ont été faits du côté français à travers les travaux de la Commission Stora et ses nombreuses propositions, beaucoup relevant du symbole, dont certaines ont

été mises en œuvre : commémoration du massacre du 17 octobre 1961, stèle en l'honneur d'Abdelkader, reconnaissance de l'assassinat d'Ali Boumendjel, restitution de restes humains d'anciens combattants algériens, révision des programmes scolaires. Pour l'instant, il y a eu peu de retour du côté algérien, et une presse aux ordres déclenche au moindre incident de violentes campagnes antifrancophones. Une large « repentance » est toujours demandée, en particulier par l'association des anciens moudjahidines. Lors d'entretiens à l'Élysée en octobre 2021 avec des jeunes d'origine algérienne, le président Macron, en évoquant la « rente mémorielle » sur laquelle surfait le « système politico-militaire », a provoqué une réaction très virulente. Si le principe d'une visite d'État du président Tebboune en France a été actée, sa date a été repoussée à plusieurs reprises et demeure incertaine.

Le poids de l'histoire, avec le rappel non seulement des sept années de la guerre d'indépendance mais des méfaits de la colonisation depuis 1930, est toujours présent et ne manque pas d'être rappelé régulièrement. En fait, la relation entre la France et l'Algérie est instrumentalisée de part et d'autre à des fins de politique intérieure : du côté algérien, la France est un bouc émissaire commode pour cacher les défaillances d'un régime contesté par le Hirak. L'opinion publique, où l'influence islamique progresse, a vis-à-vis de la France une attitude paradoxale, mêlant paranoïa et schizophrénie. La France est accusée de « comploter » contre l'Algérie et de vouloir nuire à ses intérêts. On rappelle le « million » de martyrs tombés pendant la guerre. Mais, en même temps, la population fait plus confiance aux médias français qu'algériens, et rêve de visa pour venir en France pour étudier, travailler ou se faire soigner. En France, compte tenu du nombre de personnes qui ont été affectées par la guerre — rapatriés, harkis, anciens combattants —, un rapprochement avec l'Algérie ne manquerait pas de susciter critiques et réticences, formulées au-delà de l'extrême droite. Un voyage du président Tebboune placé sous le signe de la réconciliation permettra-t-il d'estomper ces causes de discorde ? Rien n'est moins sûr, d'autant plus que le pouvoir appartient en définitive à l'armée, qui cultive de forts ressentiments. On peut d'ailleurs s'interroger sur la nécessité d'une « réconciliation » solennelle avec Alger. Ne vaudrait-il pas mieux laisser du temps au temps pour que le souvenir de la cruelle guerre d'indépendance s'éloigne avec les nouvelles générations d'Algériens et de Français ?

L'exception tunisienne ?

La relation avec la Tunisie, où la France est très présente, a toujours été plus sereine, car la décolonisation s'est faite dans un contexte plus apaisé qu'en Algérie et même au Maroc. La révolution de Jasmin a été vue avec sympathie et a été accompagnée d'un appui notamment financier pour la consolider. La France reste le premier client de même qu'un investisseur majeur. L'arrivée au pouvoir de Premiers ministres issus du parti Ennahda a inquiété, mais ceux-ci finalement se sont révélés plus incompétents

Il est néanmoins peu probable que du côté français on donne pleinement satisfaction à Rabat. Reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, comme Rabat le souhaite, pourrait compromettre toute chance de réconciliation avec Alger. La seule annonce que les entreprises françaises pourraient y investir a déjà provoqué un premier avertissement du côté algérien.

que menaçants. L'évolution récente de Kais Saïed, un président surgi de l'Université et élu par surprise sur le thème de la lutte contre la corruption, a laissé perplexes les autorités françaises. Sa dérive autoritaire teintée de conservatisme religieux peut dérouter, mais Paris a choisi le parti de la prudence et continue d'appuyer financièrement le pays en situation économique difficile, se gardant de critiquer de façon ouverte les atteintes aux libertés et aux institutions démocratiques.

La Libye à la dérive

En Libye, depuis son intervention en 2011 (2), la France a déployé un activisme diplomatique à travers notamment diverses conférences. Mais ceci n'a pas empêché la Libye, après la chute du régime et la mort de Kadhafi, de basculer dans une situation d'anarchie loin d'être maîtrisée. Cette évolution ne fut pas sans conséquences sur le développement des mouvements djihadistes et la situation politique de plusieurs pays du Sahel — le Mali, le Burkina Faso et le Niger — avec lesquels les relations de la France se sont fortement dégradées.

Malgré le « Forum du dialogue » organisé sous les auspices des Nations Unies en janvier 2021 et la formation d'un conseil présidentiel avec un nouveau gouvernement dirigé par Abdel Hamid Dbeibeh, la situation reste précaire et la perspective d'élections présidentielles et législatives incertaine. Le chemin reste long à parcourir pour aboutir à une véritable stabilisation. La France depuis la dernière conférence de novembre 2021, se montre plus discrète alors que l'influence russe à l'est et celle de la Turquie à l'ouest se maintiennent.

Les relations avec les pays du Maghreb sont denses et difficiles et font l'objet d'une attention particulière de Paris. Elles montrent que le « en même temps » est un exercice délicat, surtout lorsque les relations entre ces pays eux-mêmes sont tendues, comme actuellement entre le Maroc et l'Algérie.

Denis Bauchard

Notes

(1) Terme désignant le pouvoir marocain et son administration.

(2) En mars 2011, après que le président français Nicolas Sarkozy eut reçu les représentants du Conseil national de transition, devenant ainsi le premier chef d'État à reconnaître officiellement cet organe de l'insurrection libyenne, la France sera avec le soutien du Royaume-Uni à la manœuvre pour l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne dans le cadre de l'opération de l'OTAN « *Unified Protector* ».

Photo ci-contre : Le 26 février 2024, le ministre français des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné (à gauche), est reçu à Rabat par son homologue marocain, Nasser Bourita (à droite). Alors que ces dernières années ont été émaillées de tensions fortes entre le Maroc et la France, cette visite se voulait le symbole de l'ouverture « d'un nouveau chapitre dans la relation » entre Paris et Rabat. (© AFP/Fadel Senna)

